

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P)

Procédure de passation du marché : **Marché à Procédure Adaptée**

Articles L. 2123-1 1°, L. 2125-1-1°, R. 2113-2, R. 2123-1 1°, R. 2131-12, R. 2131-18,
R. 2162-2§2, R. 2162-4§2°, R. 2162-13 à R. 2162-14, du Code de la commande publique

Réf. : 25-M.A.I-08

Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte 9 feuillets numérotés de 1 à 9 et 2 annexes :

N° de l'annexe	Intitulé des annexes
Annexe financière n°1	Bordereau des prix (valant annexe à l'acte d'engagement)
Annexe A – RGPD	Modèle du contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles

Pouvoir Adjudicateur :

AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE
200, rue Marceline Centre Tertiaire de l'Arsenal BP 80818 59508 DOUAI Cedex
Tél. : 03.27.99.90.00 / Fax : 03.27.99.90.15
www.eau-artois-picardie.fr
SIRET : 185 911 781 00028

Objet du marché :

Réalisation d'un rapport compilant des références sur la justification des dérogations aux objectifs environnementaux du SDAGE (2028-2033) et son programme de mesures

- Marché de services
- Code nomenclature : 70.0N : Études requises par le SDAGE ou l'Etat des Lieux
- Classification CPV :
 - 79311000 - Services d'études

PLAN DÉTAILLÉ DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 – PRÉAMBULE	3
1.1 – L’Agence de l’Eau Artois – Picardie, « présente pour l’avenir de l’eau et le développement durable »	3
1.2 – Présentation du contexte de l’exécution du marché	4
1.2.1 - Contexte général	4
1.2.2 - Contexte particulier	4
ARTICLE 2 – OBJET, DURÉE ET SUIVI DU MARCHÉ	5
2.1 - Objet du marché	5
2.2 - Durée du marché	5
ARTICLE 3 – OBJECTIFS ET CONTENU DES PRESTATIONS À RÉALISER	5
3.1 – Organisation et pilotage	5
3.2 – Déroulement de la prestation	6
3.3 – Contenu de la prestation	6
3.3.1 – Explication des motifs de dérogations	6
3.3.2 – Construction de l’argumentaire	7
3.3.3 – Volet exploratoire	7
3.4 – Documents consultables	8
ARTICLE 4 – LIVRABLES ET DÉLAIS	8
ARTICLE 5 – LIEUX D’EXÉCUTION ET DE LIVRAISON	8
6.1 - Lieu de livraison	8
6.2 - Lieu d’exécution	8
ARTICLE 6 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	9

ARTICLE 1 – PRÉAMBULE

1.1 – L'Agence de l'Eau Artois – Picardie, « présente pour l'avenir de l'eau et le développement durable »

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie, établissement public administratif de l'État dont le siège est à Douai, emploie 146 agents. Elle assure dans le Bassin hydrographique Artois-Picardie la traduction locale de la politique nationale de l'eau. Ses missions fondamentales sont la protection, la préservation et la lutte contre la pollution de la ressource en eau et de l'ensemble des milieux aquatiques. La loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages de 2016, étend les missions des Agences de l'Eau à la biodiversité marine et terrestre.

Le Bassin Artois-Picardie, d'une superficie de 20 000 Km² pour une population de 4,8 millions d'habitants, couvre les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et une partie des départements de l'Aisne et de l'Oise : ce qui représente 2 466 communes.

Ses instances décisionnelles (instances de bassin), et notamment le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau, sont représentatives des acteurs socio-économiques, dont elle est le partenaire local de la politique de l'eau : collectivités territoriales, représentants de l'État et usagers de l'eau (entre autres : industriels, agriculteurs, pêcheurs, associations de consommateurs et de protection de la nature).

L'Agence assure l'application des principes de prévention et de réparation des dommages à l'environnement (principe « pollueur / payeur » et « préleveur-payeur ») par l'établissement et la perception de redevances, auprès des personnes publiques ou privées, par exemple pour pollution de l'eau, modernisation des réseaux de collecte ou prélèvement sur la ressource en eau. Elles lui permettent d'attribuer des concours financiers sous forme de subventions ou d'avances remboursables aux personnes publiques ou privées pour la réalisation d'actions ou de travaux contribuant à la gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie met en œuvre, sur le bassin Artois-Picardie, les objectifs, orientations et dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), en favorisant une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Le Conseil d'administration pilote l'activité de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et définit sa politique dans des programmes pluriannuels d'interventions, selon les dispositions du code de l'environnement.

Les programmes d'intervention de l'Agence de l'Eau sont régis par des cycles de 6 ans.

Le 12^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention (2025-2030), adopté le 15 octobre 2024 avec une dotation de 1,279 milliard d'euros pour les six prochaines années, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Ce 12^{ème} programme vise à accompagner tous les acteurs du bassin dans un effort commun pour accélérer l'atteinte du bon état des eaux fixé par la Directive Cadre sur l'Eau dans un contexte de changement climatique et de raréfaction de la ressource en eau en période estivale. Ses cinq principaux enjeux visent à :

- Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides,
- Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisantes,
- S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Protéger le milieu littoral et marin,
- Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Pour plus d'informations, consulter le site internet de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie : www.eau-artois-picardie.fr

1.2 – Présentation du contexte de l'exécution du marché

1.2.1 - Contexte général

La Directive Cadre Européenne sur l'eau du 23 octobre 2000 (DCE) a pour objectif l'atteinte du bon état pour l'ensemble des Masses d'Eau (ME) de surface, souterraines ou côtières au plus tard fin 2027.

Néanmoins, dans le cas où cet objectif ne peut être atteint pour certaines masses d'eau, elle prévoit la possibilité de fixer, pour chacune de ces masses d'eau, des objectifs moins stricts sur la base de critères appropriés, décrits dans l'article 4.5 de la Directive et explicités dans le Guide français relatifs à la définition et à la méthode concernant les objectifs moins stricts. De plus, la concomitance de certains éléments arrêtés peut également conduire à mettre en œuvre les articles 4.6¹ et 4.7² de la DCE à des fins de justification à la non atteinte du bon état.

Dans le cadre de la préparation du prochain cycle de gestion prévu par la DCE (SDAGE -Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux- 2028-2033), il est nécessaire d'identifier les masses d'eau qui n'atteindront pas le bon état à la fin 2033 (c'est à dire les masses d'eau évaluées en état moyen, médiocre ou mauvais en application des arrêtés du 17 décembre 2008 et du 25 janvier 2010 définissant les méthodes et critères d'évaluation des eaux souterraines et des eaux de surface) et d'identifier les éléments qui serviront à construire les arguments pour justifier les demandes de dérogation à l'objectif de bon état pour ces masses d'eau.

Les arguments doivent porter sur les éléments de qualité ou paramètres ou critères constitutifs de l'état des masses d'eau qui n'atteindront pas les seuils requis pour le bon état pour des motifs présents dans les articles 4.4, 4.5, 4.6 et 4.7.

Ces arguments sont à établir par masse d'eau et pour les états écologique (masses d'eau superficielle), quantitatif (masses d'eau souterraine) et chimique (masses d'eau superficielle et souterraine).

Le cycle 2028-2033 est un cycle critique car il s'agit du premier cycle post 2027, échéance fixée comme horizon pour l'atteinte du bon état écologique et, pour certaines substances, du bon état chimique. La qualité du travail de justification sera alors d'autant plus analysée qu'elle est susceptible de limiter les risques de contentieux.

1.2.2 - Contexte particulier

La mise à jour de l'état des lieux qui sera soumis à l'adoption du Comité de Bassin du 12 décembre 2025, permet de dresser une évaluation exhaustive et actualisée des pressions (prélèvements, pollutions, activités sociales et économiques, ...) responsables de l'état masses d'eau (ME) du bassin Artois-Picardie.

Il est prévu que cet état des lieux soit mis en regard des objectifs fixés dans le précédent SDAGE et son Programme de Mesures (PdM). À chaque ME et pour chaque substance a été vérifié si les objectifs environnementaux formulés lors du précédent SDAGE ont été atteints. Si disponible, ces éléments seront communiqués au prestataire. Le futur SDAGE 2028-2033 actualisera les objectifs environnementaux pour 2033, et, sur cette base, seront adaptées les orientations fondamentales du SDAGE et les mesures du programme de mesure nécessaires à leur atteinte.

En parallèle, au travers du PdM, sera opéré un travail d'identification, le plus exhaustif possible, des mesures permettant l'atteinte de ces objectifs environnementaux et de leur coût mesures (actions, travaux, ...). Ce chiffrage se doit d'être apprécié pour chaque masse d'eau et chaque élément déclassant présenté dans l'état des lieux.

Les instances du bassin Artois-Picardie opèreront alors une sélection des mesures qui pourront être mises en œuvre d'ici la fin du cycle 2028-2033, relevant d'un arbitrage politique, technique et économique, car il n'est pas possible, de mettre en œuvre l'intégralité de ce « Programme de mesures idéal » en un seul cycle.

Pour aider à l'établissement de cette sélection des mesures, il sera nécessaire de s'appuyer sur un travail préparatoire important, solide sur le plan technique et argumenté, consistant en l'analyse de la faisabilité d'atteinte des objectifs environnementaux à l'échéance 2033, et ce dans toutes ses dimensions (technique, financière, réponse des milieux, concurrence avec les autres directives, etc...). Il faudra également justifier des dérogations prévues par les directives permettant le report de l'atteinte des objectifs environnementaux afin de limiter les risques de contentieux locaux, nationaux ou européens.

¹ Événements de force majeure

² Projets d'intérêt général majeur

Cette réflexion nécessite ainsi la production :

- D'un premier jeu d'argumentaire macro précisant les grands ensembles pour les principaux groupes de pressions identifiés qui seront utilisés dans le cadre du processus de justification des dérogations ;
- Dans un second temps, d'un document présentant de manière claire et argumentée l'ensemble des justification des dérogations appliquée pour chaque masse d'eau concernée sur le bassin.

On estime que cela pourrait concerner autour de 85 masses d'eau. C'est ce travail d'inventaire qui est le sujet de ce présent marché.

À noter que la compréhension des propositions de travaux par les parties prenantes du bassin (administrateurs, expert, etc...) et les interlocuteurs extérieurs du bassin (État, Europe, etc..) impose la production de documents clairs, pédagogiques, détaillés et compréhensibles. Cela nécessitera d'éviter le recours à un jargon trop technique et des vocables abscons.

Il est attendu du prestataire une vigilance particulière sur l'explicitation détaillée du volet économique de la justification des dérogations à travers :

- les informations et données à produire, restituer et analyser ;
- la cohérence de la démarche vis-à-vis des objectifs globaux du marché ;
- la conformité de la démarche avec le guide dérogation.

ARTICLE 2 – OBJET, DURÉE ET SUIVI DU MARCHÉ

2.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la rédaction d'un catalogue produisant un jeu de références par masse d'eau et élément déclassant (techniques, économiques, juridiques, etc..) mobilisables par l'agence pour justifier des dérogations (au titre des articles 4.4 à 4.8) aux objectifs environnementaux fixés par le SDAGE (2028-2023) et son Programme de Mesures (PdM) adapté aux spécificités du bassin Artois-Picardie.

Le bassin Artois-Picardie fait partie des districts internationaux de l'Escaut et de la Meuse, ce particularisme devra être intégré à la réflexion.

Ce marché comporte également un volet exploratoire s'interrogeant sur les influences des autres directives européennes et de la sphère politique ou sociologique dans la mise en œuvre des propositions du PdM dans l'atteinte des objectifs environnementaux.

2.2 - Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée maximale de 8 mois à compter de sa date de notification.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires au respect de cette échéance.

ARTICLE 3 – OBJECTIFS ET CONTENU DES PRESTATIONS À RÉALISER

3.1 – Organisation et pilotage

Un comité de pilotage assurera le suivi de l'étude.

Le comité de pilotage est constitué :

- De la directrice de l'agence de l'eau Artois-Picardie ou de sa représentante,
- du directeur connaissance, planification et programmes de l'agence de l'eau, ou de son représentant,
- de la directrice-adjointe de la DREAL en charge des thématiques DCE et DI, ou de son représentant,
- de l'Ingénieure de Bassin de la DRAAF,
- de la cheffe de service planification et programmes de l'agence de l'eau,
- du chef du service appui, paiement et interventions économiques de l'agence de l'eau, ou de son représentant,
- du chef du service de l'expertise, des écosystèmes et des nouveaux enjeux de l'agence de l'eau, ou de son représentant,
- du chef de projet DCE de l'agence de l'eau,
- du pilote de l'étude.

Les membres du comité de pilotage peuvent inviter à participer aux réunions des personnes ou services compétents, qu'ils jugent utiles.

En outre, un point régulier sera fait entre le prestataire et le maître d'ouvrage lors des comités techniques.

Le Comité de pilotage appréciera la qualité du rapport lors de chaque séance. Le prestataire tiendra compte des corrections et amendements demandés en cours d'élaboration, indépendamment de la vérification dont les modalités sont décrites au CCTP.

3.2 – Déroulement de la prestation

La prestation comprend la participation et l'animation pour les comités de pilotage et les comités techniques. Les documents présentés lors de ces réunions seront envoyés 1 semaine avant la date de la réunion. Le prestataire adresse systématiquement, dans les deux jours ouvrés suivant toute réunion, un compte rendu ou relevé de décisions à l'Agence pour validation. Ce compte rendu comprend en outre un échéancier des prestations à réaliser et une date prévisionnelle de nouvelle réunion. Si, lors de ces réunions, des modifications sont demandées sur les livrables, elles devront être réalisées dans la semaine suivante.

Le calendrier prévisionnel d'élaboration des réunions du CoPil est le suivant :

1. À pour objectif de présenter la méthode de travail, préciser le calendrier de réalisation et les rendus intermédiaires ;
2. À pour objet de valider les explicitations des motifs de dérogations retenues ;
3. À pour objet de vérifier l'adéquation entre les explicitations des motifs et leur déclinaison dans le projet de catalogue ;
4. À pour objet de valider le projet de catalogue et les argumentaires développés retenus ;
5. À pour objet de valider la partie du catalogue final dont sa partie relative au volet exploratoire de l'étude.

Des réunions supplémentaires du CoPil peuvent être nécessaire pour valider les hypothèses de travail ainsi que l'avancement du projet, ces réunions supplémentaires devront être chiffrées par le prestataire.

Les sessions du CoPil auront lieu à Douai, à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ou en distanciel. Il est à noter que le site est à une dizaine de minutes à pied d'une gare.

À noter que les exigences posées, par les délais relatifs à la consultation du public, à l'avis de l'autorité environnementale et des instances de l'agence, imposent deux jalons importants :

- **Mai 2026 : Illustrer les motifs de dérogations possibles par masse d'eau et état/pression ;**
- **Octobre 2026 : Finalisation du catalogue de l'argumentaire des dérogations retenues par masse d'eau et état.**

3.3 – Contenu de la prestation

L'ensemble de la démarche prend appui sur la liste des caractéristiques des pressions qui s'exercent sur le bassin Artois-Picardie par substance et masse d'eau et contenue dans l'état des lieux 2025 ainsi que sur la liste des mesures présentes dans le projet de PdM. Le guide DCE relatif à la justification des dérogations devra également être utilisé pour soutenir la réflexion et répondre aux questionnements méthodologiques.

Il est **proposé** un fonctionnement en deux temps en ce qui concerne sa rédaction. Un troisième temps étant consacré au volet exploratoire de l'étude.

3.3.1 – Explicitation des motifs de dérogations

Le Secrétariat Technique de Bassin (STB) a prévu d'arrêter la liste des objectifs par ME ainsi que des dérogations susceptibles d'être invoquées pour déroger à l'objectif de bon état 2027.

Cette première phase, vise donc à s'appuyer sur cette liste des dérogations possibles en y explicitant les raisons de leur choix.

Néanmoins, l'agence de l'eau souhaite n'éluder, *a priori*, aucune dérogation potentielle. Aussi, pour chaque élément déclassant de chaque masse d'eau n'atteignant pas les objectifs environnementaux en 2027, il est proposé de reprendre les dérogations possibles³ et de compléter ainsi le travail du STB au besoin.

³ Cf. dérogations prévues aux articles 4.4 à 4.7 de la DCE

Ce travail se ferait en **cohérence avec le projet de PdM**, afin de ne garder que les dérogations les plus plausibles et cohérentes en fonction des informations collectées (issues de l'EdL, des experts du bassin, etc.). Il est ainsi proposé de s'appuyer sur la **démarche PERISCOP⁴**, relative aux pressions-impacts, sous l'angle des motifs des dérogations aux objectifs environnementaux.

Le prestataire veillera à ce que chaque élément déclassant à l'origine des mesures soit illustré par une dérogation, **au minimum**.

3.3.2 – Construction de l'argumentaire

On rappelle que chaque élément déclassant fait l'objet d'une ou plusieurs mesures, dans le PdM, qui visent à corriger ses effets délétères vis-à-vis des objectifs environnementaux à l'horizon 2033.

Aussi, une fois cette sélection des dérogations opérée, le prestataire devra produire un argumentaire explicitant le choix de ces dérogations au regard de la ou des mesures retenues pour corriger chaque élément déclassant.

Pour cela, le prestataire devra suivre le guide national et, systématiquement, veiller à :

- Chiffrer le coût théorique de l'atteinte du bon état, compilant les coûts de la mesure ou du panel de mesures (argumentaire économique), en s'appuyant sur le travail réalisé par le STB sur l'élaboration du programme de mesures ;
- Estimer les modalités de financement de la mesure ou du panel de mesures (argumentaire économique) ;
- Justifier de l'adaptation possible ou non aux spécificités du bassin Artois Picardie des éléments permettant l'application de la mesure ou du panel de mesures (argumentaire technique) ;
- Justifier de l'adaptation possible ou non à l'échelle d'exécution prévue dans le PdM des éléments permettant l'application de la mesure ou du panel de mesures (argumentaire technique) ;
- Examiner, la capacité des acteurs du territoire à mettre en place les mesures identifiées dans le PdM, au regard du temps de mise en œuvre et des prérequis indispensables (études préalables, disponibilité de certains acteurs...), la mesure ou le panel de mesures (argumentaire technique et temporel).

Le prestataire devra également réaliser une analyse économique qui s'appliquera spécifiquement à chaque masse d'eau concernée par une dérogation pour coûts disproportionnés et rédiger les argumentaires associés. Elle s'appuiera sur le guide national et portera a minima sur :

- L'évaluation des bénéfices environnementaux sur la ME des propositions de mesures d'atteinte du bon état par rapport aux coûts (Analyse coût-bénéfice) ;
- La capacité à payer des acteurs du territoire pour l'exécution des propositions et, le cas échéant la recherche de nouvelles sources de financements et leur caractère réalisable ;
- Tous autres éléments jugés éclairants sur la difficulté de mise en œuvre des propositions.

Le prestataire ne devra pas hésiter à solliciter les autres agences de l'eau pour compléter son argumentaire et/ou le comparer.

La construction de cet argumentaire pourra comprendre des éléments issus aussi bien de la recherche théorique que d'une application plus effective.

Cette méthode peut impliquer **une vaste recherche bibliographique** afin de démontrer l'impossibilité de mise en œuvre d'une partie du PdM.

De façon plus générale, le prestataire devra être vigilant à ce que les argumentaires produits, en lien avec les dérogations, recouvrent le panel des objectifs visés et, le cas échéant, répondent aux différentes étapes nécessaires à la mise en œuvre des justifications des dérogations.

3.3.3 – Volet exploratoire

En parallèle de la DCE, d'autres directives et politiques publiques impactent la façon dont sont gérés les territoires, répondant, chacune, à des objectifs qui leurs sont propres. Le travail se focalisera sur les politiques ayant le plus d'impact sur la qualité et la quantité des eaux (Politique Agricole Commune, les politiques économique du territoire...)

⁴ Démarche élaborée par l'agence de l'eau Artois-Picardie : <https://www.inbo-news.org/fr/documents/12eme-assemblee-generale-mondiale-du-riob-2024-la-demarche-periscop-de-lagence-de-leau-artois-picardie/>

L'objet du volet exploratoire de la présente étude vise à apprécier de façon qualitative les phénomènes de concurrence ou, au contraire, de soutien qui peuvent s'exercer dans l'application des différentes directives européennes.

Par ailleurs, toute action environnementale voit la qualité de son application dépendre, pour partie, de sa réception politique. L'objectif n'est pas, dans ce volet, d'établir une nouvelle écologie politique, mais de décrire comment la sphère politique peut influencer la mise en œuvre des propositions (jeux d'acteurs, échéances électorales, etc.). Enfin, si dans le cadre de son travail, le prestataire a connaissance de freins juridiques ou d'incompatibilités législatives ne permettant pas d'appliquer de façon efficiente le PdM, il devra en faire mention.

3.4 – Documents consultables

L'ensemble de documents et de données suivants seront fournis au démarrage de l'étude :

- SDAGE 2022-2027 ;
- Programme de Mesures 2022-2027 ;
- Tableau de bord SDAGE édition 2022 ;
- État des lieux 2025 ;
- Version temporaire du projet de SDAGE 2028-2033 ;
- Version temporaire du projet de programme de mesures 2028-2033 ;
- Rapport 2015 : Analyse coûts-bénéfices des mesures complémentaires [...] du bassin Artois-Picardie ;
- Etude 2025 sur le recours aux dérogations 4.6 et 4.7 de la DCE ;
- Outil « D4E » (2025) développé par le MTE proposant des valeurs de références pour les bénéfices non marchands ;
- Liste des caractéristiques des pressions par ME à l'origine des mesures du PdM ;
- Guide national sur les dérogations ;
- Guide européen sur les dérogations.

ARTICLE 4 – LIVRABLES ET DÉLAIS

Le prestataire remet les documents suivants :

- Un rapport complet qui servira de base à la constitution du « cahier des dérogations » annexé au SDAGE, présentant pour chaque masse d'eau les argumentaires associés aux dérogations appliquées (format numérique - format Word ou équivalent et compatible) ;
- Un rapport complet présentant l'approche exploratoire ;
- Une synthèse pour le bassin Artois-Picardie (format numérique - format Word ou équivalent et compatible) ;
- Un recueil des méthodes utilisées : hypothèses de calculs ; étapes de calculs ; références bibliographiques ;
- Le recueil des données récoltées et produites dans le cadre de l'étude (format Excel ou équivalent et compatible) ainsi que l'ensemble des sources ;
- Une présentation PowerPoint (ou équivalent et compatible).

ARTICLE 5 – LIEUX D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON

6.1 - Lieu de livraison

Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE
Centre Tertiaire de l'Arsenal - 200, Rue Marceline - BP 80818 - 59508 DOUAI CEDEX

6.2 - Lieu d'exécution

Chez le titulaire et au siège de l'Agence de l'eau pour les réunions en présentiel.

ARTICLE 6 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

En tant qu'établissement public de l'État, placé sous la tutelle du Ministère de la Transition écologique, l'Agence de l'eau Artois-Picardie est engagée dans des actions visant à soutenir la mise en œuvre de démarches environnementales dans le cadre de l'exécution de ses marchés.

Dans ce cadre, les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : Il est exigé que le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants respectent une démarche éco-responsable visant à limiter l'impact environnemental de leurs interventions dans le cadre de ce marché.

À cet effet, le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants se conforment aux exigences définies ci-après :

- **Concernant les livrables à produire sur support dématérialisé**, le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants privilégieront le partage des livrables prévus au présent marché via une plate-forme dédiée d'échange de documents, conformément à la proposition du titulaire remise à l'appui de son offre dans sa note méthodologique, afin de limiter la transmission en pièces jointes par messagerie électronique ; permettant ainsi de réduire l'empreinte environnementale du numérique dans l'exécution des prestations.
- **Concernant les déplacements réalisés dans le cadre du présent marché** : Le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants doivent s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre pour l'exécution des prestations tout en assurant leur bonne réalisation et privilégieront les déplacements à pied, ou avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants privilégieront de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique ou au gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou au gaz naturel pour véhicules (GNV) ou à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Dans le cas de recours à une prestation externe ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants s'engagent à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants communiquent à l'Agence à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés pour la réalisation des prestations (cartes grises des véhicules avec justification de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...). Des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes sur l'un des sites objet du présent marché.

Les modes de déplacements seront conformes à la proposition du titulaire remise à l'appui de son offre.

Le titulaire s'assure du respect par ses co-traitant et sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché. En cas de non-respect de ces exigences, une pénalité pourra être appliquée selon les modalités définies au C.C.A.P.